

**KIDNAPPING DU
CHINOIS À ANNABA**

**Les habitants
des bidonvilles
désapprouvent**

Six jeunes qui seraient à l'origine du bref kidnapping d'un ressortissant chinois dans l'après-midi de lundi ont été arrêtés et présentés mardi matin devant le procureur de la République près le tribunal de Annaba, qui a ordonné de les placer sous mandat de dépôt.

Par ailleurs, les habitants des bidonvilles de Sidi Harb et El Fakharine, dans la plaine ouest de Annaba, désapprouvent totalement ce bref kidnapping par des personnes qu'ils qualifient d'irresponsables. «Restreindre la liberté de quelqu'un, même pour un bref instant, est contraire à nos traditions et à notre culture. Que dire alors d'un étranger qui, plus est, est chez nous pour aider au développement de notre pays dans le cadre de contrats de coopération. Ces personnes ne représentent qu'elles-mêmes. Elles sont inconscientes du préjudice qu'elles portent à la légendaire hospitalité du peuple algérien, reconnue par tous ceux qui ont visité l'Algérie», nous ont affirmé des habitants de ces bidonvilles qui ne comprennent pas un tel comportement.

«C'est au moment où nous étions reçus à la wilaya et où des promesses fermes nous ont été données que des gens que nous condamnons agissent de la sorte.» Lors de cette rencontre au siège de la wilaya, une promesse ferme pour une livraison au début du mois de juin prochain d'un premier quota de 500 logements publics locatifs (LPL), actuellement en finition, au bénéfice des habitants de ces bidonvilles leur a été faite, a-t-on appris auprès des concernés. Mais, quelques jeunes présents en dehors de l'enceinte de la wilaya ont alors commencé à jeter des pierres sur les forces de l'ordre, en faction devant le siège de la wilaya, blessant plus ou moins gravement une demi-douzaine d'entre eux, nécessitant leur transfert vers les urgences de l'hôpital Ibn-Rochd.

Dispersés par les forces de l'ordre, qui ont procédé à quelques arrestations, certains jeunes se sont pris, sur le chemin du retour, à un ouvrier chinois présent sur un chantier pour la construction d'un château d'eau proche des deux bidonvilles.

Après l'avoir ligoté, ces inconscients, adeptes de la violence, ont emmené leur otage à l'intérieur du bidonville d'El Fakharine. Devant ce fait grave, les forces de l'ordre sont intervenues pour le libérer, moins de deux heures après son kidnapping, tout en procédant à l'arrestation des présumés auteurs.

Les services de l'Office de promotion et de gestion immobilière de Annaba (OPGI) nous ont précisé que quelque 8 000 logements sont destinés aux occupants des bidonvilles de la wilaya dans le cadre de la résorption de l'habitat précaire (RHP).

Plus de 3 000 sont au stade de la finition et seront attribués durant cette année 2012 alors que le reste, soit 5 000, le seront avant fin 2014, qui coïncide avec la clôture du plan quinquennal 2010-2014.

A. Bouacha

Un engin explosif de fabrication artisanale, déposé par des islamistes armés, dans un fossé au niveau de la RN12 (Boumerdès - Tizi-Ouzou), a été découvert hier matin.

Après l'alerte, les services de sécurité ont rapidement bouclé la zone et fermé cet important axe routier pour désamorcer la bombe. La circulation automobile est restée bloquée durant plusieurs heures.

La bombe, bourrée d'une dizaine de kilos d'explosifs, qui devait être actionnée à distance, à l'aide d'une puce de téléphone mobile, a été découverte dans le fossé, quasiment au même endroit où un engin a explosé dimanche 20 février au passage d'un bus de voyageurs, tuant 5 passagers et blessant 6 autres.

Pour rappel, au lendemain de cet attentat contre le car qui assurait la navette entre Tizi-Ouzou et Blida, les services de sécurité avaient exposé brièvement les corps de 5 terroristes qu'ils avaient éliminé à Aït Amrane, signifiant aux émirs d'Aqmi, que s'ils s'attaquent aux paisibles citoyens sans défense, c'est le sort qui les attend. Il est clair que ces derniers répondent par le biais de ce qui est plus facile pour eux, à savoir le

dépôt de bombes au bord de la route. Cette tentative révèle, par ailleurs, ce que nous craignons : les éléments d'Aqmi disposent toujours d'un réseau de soutien dans la commune de Bordj-Ménaïel. Sans cet appui sournois, les terroristes ne pourraient se mouvoir ni commettre de tels actes.

Chez certains citoyens de l'agglomération en question, la nervosité est palpable. «Les salafistes jouis-

sent de l'immunité comme mener, au vu et au su de tous, leur programme d'endoctrinement des jeunes», dira l'un d'eux qui, comme preuve de ses assertions, cite le cas de cette mouselat (salle de prières) installée près du lycée Echaffi, au quartier populaire Tahrir. Selon notre vis-à-vis, personne ni aucune autorité ne sont en mesure de dire ce qui s'y passe, «Des gens inconnus, des barbus, circulent et organisent des hallakat

L'émir de la seriate de Cap Djinet abattu

Suite à une embuscade tendue dans la nuit de lundi par les forces combinées au village de Thouara, dans la commune de Cap Djinet, à l'est de la wilaya de Boumerdès, deux terroristes ont été éliminés. Il s'agit, selon nos sources, de Bentoura Saïd, âgé de 46 ans, qui s'appropriait à rendre visite à ses parents avant d'être abattu, et de Tikili Hamid. A l'issue de cette opération, les forces de l'ordre ont récupéré 2 fusils de type kalachnikov. Les deux terroristes sont originaires des villages de Ouled Larbi et Thouara, dans la commune de Cap Djinet. Tikili était un dangereux élément de la katibat El Ansar, affiliée à Al Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi)... Selon des sources sûres, ce terroriste est monté au maquis en 1994 pour rejoindre les GIA avant de rallier le GSPC créé par Hassan Hattab. Ce qui fait de lui un élément aguerri pour se voir confier le commandement de l'émirat de la seriate de Cap Djinet dont le territoire administratif fait, selon l'organigramme hérité par Aqmi de l'ex-GSPC, partie du territoire de la katibat citée plus haut. En y ajoutant ces deux terroristes, le bilan concernant le nombre de terroristes abattus durant 8 jours, et ce, depuis l'opération d'Aït Amrane jusqu'à celle réalisée contre Triki et son complice, est de 11 terroristes neutralisés.

A. L.

PROCÈS DE L'AFFAIRE DE L'ATTENTAT CONTRE LE PALAIS DU GOUVERNEMENT

Il aura lieu le 13 mars à la cour d'Alger

Le procès de l'affaire de l'attentat à l'explosif contre le Palais du gouvernement le 11 avril 2007 à Alger est programmé pour le 13 mars prochain, a-t-on appris de source proche de la cour d'Alger. Reporté à plusieurs reprises, le procès en question verra la traduction devant le tribunal criminel de dix-huit personnes, dont neuf sont en fuite.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Au total, elles sont dix-huit personnes, dont le chef d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) Abdelmalek Droukdel, alias Abou Mossaâb Abdelouadoud, à être poursuivies dans cette affaire. Selon l'accusation, les mis en cause «font partie d'un groupe armé opérant dans la région de Thénia, près de Boumerdès et affilié à Aqmi».

Selon l'arrêt de renvoi, l'attentat contre le Palais du gouvernement a été perpétré en même temps que celui contre le siège de la Sûreté urbaine de Bab Ezzouar (Alger). Ces attentats avaient fait, au total, une vingtaine de morts et pas moins de 222 blessés. Toujours selon l'accusation, l'attentat perpétré contre le Palais du gouvernement était minutieusement préparé. En effet, les mis en cause avaient filmé les édifices (Palais du gouvernement et Direction générale de la Sûreté nationale) avant de transmettre tous les détails, quatre jours avant l'attentat, à l'«émir» de katibet El Arkam, le terroriste Ghatou Rabah.

Parmi les accusés, on peut citer notamment Fateh Bouderbala, alias Abou Bassir, l'ex-«émir» de la phalange d'Alger au sein du GSPC. Abou Bassir, qui a rejoint d'abord le GIA en 1995, puis le premier noyau du GSPC en 1998, est considéré comme le doyen de l'organisation de Droukdel. Il a été arrêté dans un appartement à Alger en possession d'un lance-roquettes Low, de plus de 800 kg d'explosifs et de trois bombes prêtes à l'emploi, ainsi que d'une

vingtaine de détonateurs qui devaient être utilisés durant le Ramadan dans des attentats ciblant divers lieux publics à Alger.

Parmi les accusés cités dans cette affaire, qui sont toujours en fuite, il y a l'«émir» national du GSPC, Abdelmalek Droukdel, alias Mosaâb Abou Abdelouadoud. Il y a lieu de souligner que sur les cinquante-quatre personnes impliquées dans les attentats du 11 avril 2007, dix-huit seulement sont poursuivies.

Parmi les accusés «supprimés» de la liste, figurent des terroristes abattus, tels que Zouhir Harrak, alias Sofiane Fassila et Omar Bentitraoui,

alias Abou Khaïtama, «émir» de katibat El- Feth. Les mis en cause sont poursuivis pour «adhésion à un groupe terroriste activant à l'intérieur du pays dans le but de créer un climat d'insécurité et de peur parmi de la population, perpétrer des attentats à l'explosif et des homicides volontaires avec préméditation».

Concernant les autres accusés présents et non détenus, il y a Nouredine Boudina, le frère de l'auteur de l'attentat kamikaze, Merouane Boudina. Il est poursuivi pour «non-dénonciation», suite aux investigations des enquêteurs qui ont pu localiser les appels reçus du

INONDATIONS D'EL TARF

«Les débordements des barrages sont naturels», selon Abdelmalek Sellal

Selon Abdelmalek Sellal, ministre des Ressources en eau, les inondations qui ont été enregistrées dans la région d'El Tarf résultent de débordements naturels des barrages de la région suite aux importantes chutes de pluie et de neige. Le ministre a, de ce fait, démenti l'information selon laquelle ce sont des lâchers d'eau qui ont provoqué les inondations.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Le ministre des Ressources en eau, qui intervenait sur les ondes de la radio Chaîne III, a précisé, par ailleurs, qu'un retour à la normale est constaté dans la région d'El Tarf, qui a subi d'importantes inondations.

Ce sont, selon le ministre, 130 mm de cumuls enregistrés en une nuit qui ont fait déborder les ouvrages hydrauliques suite aux chutes de pluie et de neiges. Suite à cela, c'est une crue de 1740 m³/seconde qui a déferlé sur les oueds.

Expliquant que la région est pluvieuse, le ministre a annoncé la réalisation d'un projet pour le drainage et la protection de la plaine d'El Tarf sur 11 500 ha. Estimant le projet important, l'invité de la radio a précisé que la première partie a été engagée et est en cours de réalisation. «C'est ce qui a limité les dégâts suite aux inondations», a-t-il souligné, annonçant que le projet sera achevé d'ici l'hiver prochain.

Le ministre a aussi évoqué la réalisation de deux barrages dans la région : celui de Boukhroufa, dont l'avis d'appel d'offres a été publié dans la presse la semaine dernière, le barrage de Boulatane, dont l'étude est en cours et sera inscrit en 2013.

Le ministre expliquera, en outre, que des aides seront accordées à la population touchée par les inondations, notamment les agriculteurs touchés qui seront dédommagés.

Suite aux inondations, la grande station de traitement d'eau de Meksa a été remise en l'état après avoir été inondée. L'infrastructure alimente les régions d'Annaba et El Tarf. Concernant la situation de la res-

source pour les jeunes.» N'est-il pas temps pour les autorités régionales de s'occuper sérieusement de cette ville ?

Abachi L.

L'ancien émir qui jugeait les magistrats condamné à perpétuité

«Quand j'étais au maquis, c'était moi qui vous jugeais ! Je ne vous reconnais pas la qualité de magistrat pour me juger ! Et je ne reconnais pas votre justice !» Ainsi, parlait El Baz Mohamed El Hachir, ancien de l'ex-FIS, éléments de l'Hidjra ou takfir et ex-émir de la seriate de Boudouaou, dans le centre de la wilaya de Boumerdès. Les juges et les jurés de la cour criminelle de Boumerdès devant lesquels il a été présenté, hier, l'ont tout de même condamné à la prison à vie. Pour la longue liste de forfaits et crimes qui lui sont reprochés, on peut considérer que les juges ont été quelque peu cléments avec lui. En effet, la justice reproche à l'ex-émir, qui jugeait et condamnait les juges, la constitution de groupe terroriste armé et d'enlèvements suivis de demandes de rançons.

A. L.

kamikaze la veille de l'attentat, l'informant de son acte, selon ses propres aveux.

Pour rappel, le dernier report du procès, remontant au 2 février dernier, fait suite, selon le président du tribunal, Omar Benkharchi, «au pourvoi en cassation interjeté par le prévenu Ouzandja Khaled contre l'arrêt de la chambre d'accusation qui le renvoie devant les assises d'Alger et à propos duquel la Cour suprême n'a pas encore tranché». Le magistrat avait, ainsi, ordonné le report de l'affaire, le temps que la Cour suprême rende son arrêt.

A. B.

source, Abdelmalek Sellal précisera que 26 barrages sont remplis à 100%, et que le seul déficit concerne le triplex de Mascara. Les barrages sur le territoire national ont, en outre, atteint un taux de remplissage de 73%. L'apport pluviométrique a aussi permis la reconstitution de la nappe phréatique et des réserves d'eau souterraines.

Le ministre confirmera, par ailleurs, l'information concernant la faille qui s'est formée au col de la montagne qui fait face au barrage de Koudiate Asserdoune suite aux chutes de pluies et de neiges. «Il y a eu un éboulement et nous devons enlever la terre.

Cela ne touche cependant en rien la sécurité du barrage. Il y a eu une expertise et une entreprise va bientôt colmater la faille avec une terre plus solide», a expliqué le ministre.

Soulignant le fait que les inondations doivent être prises en considération, il annoncera un projet réalisé avec l'agence spatiale algérienne. Ce dernier devra repérer les zones inondables sur le territoire national.

F.-Z. B.